

# Marché européen de l'énergie mercredi

## 11h Andreas animateur

---

**Edouard Toulouse** : consensus au niveau européen sur le fait que les solutions actuelles ne sont pas durables, ce qui n'est pas encore le cas aux USA. Plus difficile ensuite de savoir où on va. Le traité de Lisbonne parle de solidarité entre les EM, mais c'est vague.

Il a fallu attendre 2011 pour avoir une feuille de route 2050 de l'énergie. En effet il faut du temps pour les investissements, donc 2050 est une bonne échéance. Ça commence par une analyse des scénarios publiés, et on y voit des tendances lourdes, des concordances :

- il faut réduire la consommation d'énergie
- les EnR doivent monter jusqu'à presque 50%
- le pétrole doit diminuer
- pour le nucléaire et le gaz, moins de concordances

Mais ensuite les conclusions de la Commission sont bizarres, nucléaire, gaz, charbon, tout a une part significative. Aucune vraie position n'a été prise, en fait.

Ensuite le paquet énergie climat a fait avancer les choses. Mais l'objectif d'économie d'énergie n'étant pas obligatoire, il n'avance pas. Pour la baisse des émissions de CO2 et la progression des EnR, en revanche, ça avance. Elisabeth ajoute qu'il y a des processus d'évaluation dans le paquet EC mais c'est souvent très obscur pour le citoyen.

Libéralisation des marchés énergétiques a commencé vers 1996, c'est lent. Débat sur son intérêt : privatisation du marché de l'énergie fait peur, mais a permis l'émergence de nouveaux acteurs comme Enercoop.

D'autres directives ont été prises, mais pas d'avancées fulgurantes, des choses sur les services énergétiques, etc.

Révolution à la Commission autour du graphique de Mc Kinsey sur le coût des mesures et leur impact sur l'énergie consommée, et a montré que les mesures d'économie d'énergie sont rentables → nouveau souffle donné, nouvelles mesures (les villes, les bâtiments presque 0 énergie, amélioration de la directive sur les services énergétiques (publiée mais sera discutée à nouveau en 2014 donc tout espoir est possible).

On voudrait maintenant des objectifs pour 2030 mais la Pologne bloque, non consensus sur le gaz de schiste, le nucléaire, donc relative inertie.

Il nous manque une évaluation des mesures prises (pour voir les manques, ex il manque de contrôle). Et il nous manque de la volonté pour tout ce qui est sobriété, urbanisme, etc.

Débat énergie de l'automne : il reste de la place pour mettre en valeur des exemples, les autres EM peuvent ensuite s'en inspirer, c'est souvent comme ça que des mesures arrivent ensuite à être adoptées au niveau UE.

Tanguy Janssen : après la libéralisation, on ré-intègre dans les EM les marchés de l'énergie.

Rôle de l'élec : vecteur de l'énergie, intérêt c'est qu'on a déjà les infrastructures. On ajoute maintenant de nouvelles sources (EnR) et des nouveaux usages (moins d'un côté par sobriété, plus par d'autres si nouveaux usages comme véhicules électriques). Attention il faut une adéquation parfaite dans le temps, il faut coordonner les contributeurs entre eux. Il faut bien faire travailler ensemble le niveau local et moins local comme national ou européen. Si deux pays coopèrent on a une meilleure optimisation (des EnR en particulier). Constat actuel : Fr a des échanges tout le temps, on est jamais à 0, alors que des pays n'importent rien tout le temps. **En UE on a 20 GW de capacité de pompage** d'électricité dans le temps, c'est énorme, mais mal réparti en UE (alpes, pays scandinaves, des Balkans). Ordre de grandeur échange FR ALL : 2GW (et 8 pour tous nos échanges avec d'autres pays).

- Soit nouveau réseau : il faut hautes tensions pour diminuer les pertes, etc-ce nécessaire ? c'est cher.
- Ou alors on améliore juste la coordination, chaque pays a sa zone de contrôle et un gestionnaire, et on définit des zones de prix. Il faut négocier des règles communes. On couple les marchés de façon journalière.

Yannick Jadot : on est effectivement au niveau européen aujourd'hui sur ces débats, à la croisée des chemins. On a été le continent leader dans la politique climatique et énergétique (objectifs

contraignants pour les Etats, les verts se battent encore pour de vrais objectifs efficacité énergétique), avec de vraies ambitions. Mais on est maintenant dans une sorte de flou dû au patinage de la négociation internationale sur le climat. UE reste sur ne pas dépasser +2°C, et travaille bien mais les négo sauvent juste le cadre du débat mais on arrive à rien. Pays tiers font pourtant des efforts (Chine, par ex) mais cadre bloqué. Donc débat est toujours que si on fait des efforts seuls on perd de la compétitivité.

Energie débats UE aussi : les infrastructures sont vieilles, donc quoi et comment renouveler, donc guerre des lobbys : solaire au sud et vent au nord, ou gros pipe lines ? petit stockage local ou gros stockage souterrain ? Puissance d'action des acteurs actuels, surtout en période de crise, car pas de rupture (fermer des raffineries, etc.). EPR en UK négocie des tarifs de rachat relativement élevés (9 c euro/kwh) qui ne sont légaux que si on a des objectifs bas carbone (et pas renouvelables). Chine veut être leader mondial du PV : avant uniquement cellules, maintenant remontent la chaîne, avant mauvaise qualité, maintenant améliorent. Donc même sans le moratoire français, la situation de l'industrie PV européenne est difficile.

#### **Débat même dans les verts :**

- si on veut lutter contre le réchauffement clim au plus vite, moins cher permet d'en faire plus et il y a quand même 40 à 50% du prix qui est l'installation (+ R&D), donc reste du travail local.
- Mais si UE perd toute l'industrie, on doit pouvoir dire que dans notre transition énergétique on ferme telle raffinerie mais on gagne telle usine. De plus en Chine ce ne sont pas des « emplois verts » (exploitation travailleurs). On veut une zone démocratique de la transition, on peut dire c'est plus cher l'EnR (si local, si acheté en Chine ça reviendra vite quasi au même), mais à ce tarif correspond un investissement dans une économie locale, pas que de service mais aussi de production.

**Débat des verts aussi sur local ou pas** avis de Yannick : si on veut 95% EnR en 2050, il faut aussi un peu de « gros éolien », il faut de la THT (hormis désertech qui a une composante néo-coloniale), qui ne sera pas enterrée car trop cher.

Débat automne sur l'énergie : **opportunité historique des écologistes : il faut se battre sur les conditions du débat, et être dans chaque village pour dire on peut sortir du nuke, du carbone, construire un scénario, etc.** Accepte t on le scénario Hollande pour le nuke ??? on peut dire si les objectifs EnR sont adoptés, même pas besoin du nuke. Yannick propose qu'on crée les conditions pour faire un débat sur le nuke, et ensuite **référendum**.

Antoine B : il faudrait déjà définir ce qu'on veut délocaliser. Contrairement aux allemands on a un super réseau avec plein de lignes nord sud (alors que l'All doit tout construire). Ne croit pas au schéma autonome, croit au schéma européen.

Michel Roland s'oppose à la centrale gaz de Landivisiau [michelroland0463@orange.fr](mailto:michelroland0463@orange.fr) région Bretagne. **Les économies d'énergies = 5 tranches de centrale nucléaire. (pas très bien compris)**

Une question posée sur l'intégration énergétique : on pourrait dire que les grandes agglomérations sont des centres d'intégration énergétiques puissants. → Yannick : sur les infrastructures ce qu'on a obtenu pour l'instant c'est que les acteurs des projets d'intérêt commun comprennent les villes (pas que RTE etc.) et citoyens. Donc ok, c'est dedans, mais avec une gouvernance pas facile.

Indépendance énergétique : 1999 moins de 5% du PIB, now 5%. On a pas encore travaillé sur économies et sobriété.

Automobile on a perdu 12 ans, on a laissé les professionnels faire volontairement, avec des objectifs non contraignants, n'a pas fait et maintenant on l'impose, mais pour 2017 (accord Merkel Sarkozy). C'est une responsabilité politique qui a plombé notre industrie.

Andreas : si on veut une communauté européenne de l'énergie, il faut la créer. Europe peut jouer un rôle précurseur des discussions internationales climat, même si ça patine. Le niveau local doit se réapproprié le débat aussi.